

Ils défendent un nouveau service à l'Ehpad

Guémené-Penfao — Hier, une manifestation s'est tenue devant l'Ehpad de la résidence de la vallée du Don. L'ouverture d'un nouveau pôle d'activités et de soins adaptés suscite des interrogations.

La mobilisation

Une manifestation a eu lieu hier matin, devant l'établissement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) de la vallée du Don. La structure accueille 125 résidents.

À l'intérieur, un nouveau pôle d'activités et de soins adaptés (Pasa) a ouvert le 1^{er} octobre, avec douze résidents suivis issus de la structure. Cette unité accompagne spécifiquement des personnes âgées présentant des troubles cognitifs modérés. « Ces activités ont un but thérapeutique, qui doit stimuler et maintenir leurs capacités cognitives et sociales », développe Elisabeth Dubois-Lepeltier, directrice de l'établissement depuis cinq ans.

Un financement de 65 000 € par l'ARS

Une visite de l'Agence régionale de santé (ARS) était organisée hier, à 10 h, pour « s'assurer du respect du cahier des charges validé au niveau national », indique la direction. À ce jour, l'ARS finance un poste d'aide-soignant à hauteur de 65 000 € chaque année.

Mais « il faut deux postes, sinon ce n'est pas un Pasa, mais une cour de récréation, relève Céline Leclercq, secrétaire locale FO de l'Ehpad, pendant sa prise de parole face aux grévistes. La direction budgète un autre poste d'aide soignant pendant trois mois, le temps de faire le travail de la mise en place du pôle. Puis, l'un des deux dégage, avec merci et joyeux Noël. C'est mettre nos collègues dans une situation intenable, indi-



Une grève avait lieu hier, dans le cadre d'un projet d'un nouveau pôle d'activité et de soins adaptés au sein de l'Ehpad résidence de la Vallée du Don.

PHOTO : QUESTFRAISSE

gne d'une direction garante du bien-être au travail. »

Contactée cet après-midi, Elisabeth Dubois-Lepeltier apporte des explications : « Je suis d'accord qu'il faille deux postes de soignants formés pour avoir un accompagnement de qualité. Le sujet des deux mois à venir sera de trouver une solution pour maintenir deux professionnels, sans trop prendre dans notre budget. On peut regretter que l'ARS ne finance pas deux postes, mais c'est prévu comme ça à l'échelle nationale. »

Présent à la manifestation, Yann Le Fol, secrétaire général du groupement départemental au syndicat Force ouvrière santé, complète : « On demande à une échéance proche, une présentation écrite précise du projet lors d'un comité social et économique, notamment avec une trame des plannings. On ne demande pas la lune, juste des garanties des conditions de travail. » Une communication sera réalisée au prochain CSE, vendredi 28 novembre, assure la directrice.

Elle ajoute : « Nous avons transmis

les plannings au CSE qui a eu lieu fin septembre. Le dossier a été accepté en juin. On a dû construire ce projet pendant l'été, malgré la période de congés. La temporalité n'était pas rêvée. Les familles et les résidents concernés ont reçu l'information soit par une note d'information écrite, suivie d'un appel téléphonique expliquant son contenu. L'information est passée et adaptée aux profils des personnes. »

Victoria GEFFARD,
avec notre correspondant local.